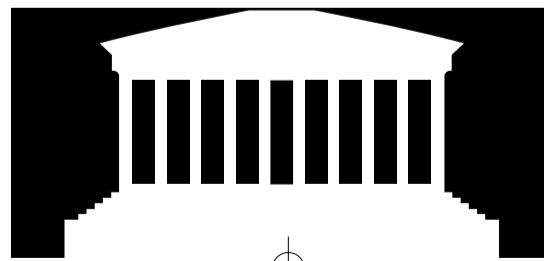


BULLETIN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

B.A.N.  
STATISTIQUES  
1999-2000

*Secrétariat général de l'Assemblée nationale*



# STATISTIQUES 1999-2000

*La période couverte par le présent recueil débute le 1<sup>er</sup> octobre 1999, jour de l'ouverture de la session ordinaire de 1999-2000, et prend fin le dimanche 1<sup>er</sup> octobre 2000, veille de l'ouverture de la session ordinaire de 2000-2001.*

# LISTE DES SIGLES, DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGNES

## GROUPES POLITIQUES

Soc. ....	Groupe socialiste.
R.P.R. ....	Groupe du Rassemblement pour la République.
U.D.F. ....	Groupe Union pour la démocratie française-Alliance.
D.L. ....	Groupe Démocratie libérale et Indépendants.
Com. ....	Groupe communiste.
R.C.V. ....	Groupe radical, citoyen et vert.
N.I. ....	Députés n'appartenant à aucun groupe (non-inscrits).
App. ....	Apparentés à un groupe.

## COMMISSIONS PERMANENTES

A.C. ....	Commission des affaires culturelles, familiales et sociales.
A.E. ....	Commission des affaires étrangères.
D.N. ....	Commission de la défense nationale et des forces armées.
FI ....	Commission des finances, de l'économie générale et du plan.
LO ....	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
PR ....	Commission de la production et des échanges.

## DIVERS

al. ....	Alinéa.
Art. ....	Article.
A.V. ....	Abstention volontaire.
C. ....	Constitution : exemple « Art. 49. al. 3. C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
C.M.P. ....	Commission mixte paritaire.
Cor. ....	Corrigé.
D.C. ....	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 de la Constitution).
J.O. ....	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O.A.N. ....	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L. ....	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37. al. 2 de la Constitution).
L.O. ....	Loi organique.
PAC ....	Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution.
Pj ....	Projet de loi.
PjS ....	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn ....	Proposition de loi.
R. ....	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect. ....	Rectifié.

## SIGNES

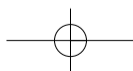
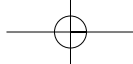
- ....	Néant.
/// ....	Impossibilité juridique ou pratique.

# SOMMAIRE

<b>1. COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE</b> .....	8
1.1. EFFECTIFS DES GROUPES .....	8
1.2. MODIFICATIONS À LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE .....	9
1.2.1. Remplaçants devenus députés .....	9
1.2.2. Elections partielles .....	9
1.2.3. Sièges vacants .....	9
<i>ANNEXE I. – Liste des modifications à la composition de l'Assemblée</i> .....	39
1.3. CONTESTATIONS D'OPÉRATIONS ÉLECTORALES .....	9
1.4. MISSIONS TEMPORAIRES CONFIEES PAR LE GOUVERNEMENT .....	10
<i>ANNEXE II. – Liste des missions temporaires confiées par le Gouvernement</i> .....	41
1.5. IMMUNITÉS PARLEMENTAIRES .....	10
1.5.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté .....	10
1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite .....	10
1.6. INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES .....	10
<b>2. BILAN D'ACTIVITÉ</b> .....	12
2.1. CONGRÈS DU PARLEMENT .....	12
2.2. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DE L'ASSEMBLÉE .....	12
2.2.1. Session et séances publiques .....	12
2.2.2. Impressions parlementaires .....	13
2.3. COMMISSIONS PERMANENTES ET SPÉCIALES .....	14
2.3.1. Travaux des commissions .....	14
<i>ANNEXE III. – Liste des missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes</i> .....	42
2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs .....	15
2.3.2.1. Textes non budgétaires .....	15
2.3.2.2. Textes budgétaires .....	15
2.3.2.3. Rapports d'information .....	15
2.4. DÉLÉGATIONS ET OFFICES PARLEMENTAIRES .....	16
2.4.1. Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne .....	16
2.4.1.1. Travaux de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne .....	16
2.4.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution .....	16
<i>ANNEXE IV. – Liste des propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution</i> .	43
2.4.2. Autres délégations.....	16
2.4.3. Offices parlementaires .....	16
2.5. AUTRES COMMISSIONS .....	17
2.5.1. Commissions d'enquête .....	17
<i>ANNEXE V. – Liste et travaux des commissions d'enquête constituées</i> .....	44
2.5.2. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution .....	17
2.5.3. Commissions <i>ad hoc</i> .....	17

<b>3. ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES</b> .....	20
3.1. BILAN LÉGISLATIF .....	20
3.1.1. Projets de loi .....	20
3.1.2. Propositions de loi .....	21
3.1.3. Récapitulation .....	22
<i>ANNEXE VI. – Liste chronologique des lois promulguées</i> .....	45
3.2. TEMPS ÉCOULÉ ENTRE LE DÉPÔT ET L'ADOPTION DÉFINITIVE .....	22
3.3. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE LOI .....	23
3.4. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE RÉOLUTION .....	24
<b>4. ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE</b> .....	26
4.1. ORDRE DU JOUR COMPLÉMENTAIRE .....	26
4.2. PROCÉDURE D'EXAMEN SIMPLIFIÉE .....	26
4.2.1. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 106 R .....	26
4.2.2. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 107 R .....	26
4.3. MOTIONS DE PROCÉDURE .....	26
4.4. SECONDES DÉLIBÉRATIONS .....	27
4.5. COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES ET DÉCLARATIONS D'URGENCE .....	27
4.5.1. Commissions mixtes paritaires .....	27
<i>ANNEXE VII. – Liste des commissions mixtes paritaires</i> .....	49
4.5.2. Déclarations d'urgence .....	27
4.6. AMENDEMENTS .....	28
4.6.1. Origine et sort des amendements .....	28
4.6.2. Détail des amendements présentés par les commissions .....	29
4.6.3. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs .....	29
4.7. VOTE BLOQUÉ .....	29
4.8. PROCÉDURE DE VOTE .....	29
4.8.1. Scrutins .....	29
<i>ANNEXE VIII. – Liste chronologique des scrutins publics</i> .....	51
4.8.2. Vérifications du quorum .....	29
4.9. INCIDENTS DE SÉANCE .....	30
4.9.1. Rappels au Règlement .....	30
4.9.2. Faits personnels .....	30
4.9.3. Peines disciplinaires .....	30
4.10. DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL .....	30
<i>ANNEXE IX. – Liste des décisions du Conseil constitutionnel</i> .....	57
<b>5. DÉCLARATIONS ET DÉBATS</b> .....	32
5.1. DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT .....	32
<i>ANNEXE X. – Liste des déclarations du Gouvernement</i> .....	60
5.2. DÉBATS .....	32
<b>6. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE</b> .....	34
6.1. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT .....	34
6.2. MOTIONS DE CENSURE .....	34

<b>7. QUESTIONS</b> .....	36
7.1. QUESTIONS ORALES .....	36
7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement .....	36
7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat .....	36
7.2. QUESTIONS ÉCRITES .....	36
7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites .....	36
7.2.2. Questions écrites signalées .....	36
<i>ANNEXES XI. 1. – Répartition des réponses ministérielles aux questions orales</i> .....	61
<i>2. – Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites</i> .....	62



# 1

## COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE



# 1. Composition de l'Assemblée

## 1.1. Effectifs des groupes

Groupes	Au 1 <sup>er</sup> octobre 1999			Au 1 <sup>er</sup> octobre 2000		
	Membres	Appa- rentés	Total	Membres	Appa- rentés	Total
Socialiste .....	243	9	252	244	10	254
Rassemblement pour la République .....	131	6	137	131	7	138
Union pour la démocratie française-Alliance ..	65	5	70	65	5	70
Démocratie libérale et Indépendants .....	43	1	44	42	2	44
Communiste .....	33	2	35	33	2	35
Radical, Citoyen et Vert .....	33	–	33	29	–	29
<b>Total des groupes</b> .....	548	23	<b>571</b>	544	26	<b>570</b>
Députés non-inscrits	///	///	6	///	///	5
<b>Total des sièges pourvus</b> .....			<b>577<sup>(1)</sup></b>			<b>575<sup>(2)</sup></b>
Sièges vacants	///	///	–	///	///	2
<b>Total des sièges</b> .....			<b>577</b>			<b>577</b>

(1) Dont 61 femmes : 40 Soc., 7 R.P.R., 5 U.D.F., 4 R.C.V., 3 Com., 2 D.L.

(2) Dont 57 femmes : 37 Soc., 7 R.P.R., 5 U.D.F., 3 R.C.V., 3 Com., 2 D.L.

## 1.2. Modifications à la composition de l'Assemblée

### 1.2.1. Remplaçants devenus députés : 7 <sup>(1)</sup> (Art. L.O. 176-1 du code électoral)

Après :

– décès .....	1
– nomination à des fonctions ministérielles .....	6
– nomination au Conseil constitutionnel .....	–
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire .....	–

### 1.2.2. Élections partielles : 6 <sup>(1)</sup> (Art. L.O. 178 du code électoral)

Après :

– annulation d'opérations électorales .....	–
– cas de vacances autres que ceux mentionnés à l'article L.O. 176 du code électoral .....	8
– dont démission volontaire .....	7
– dont déchéance de plein droit .....	1

### 1.2.3. Sièges vacants au 1<sup>er</sup> octobre 2000 : 2

(1) Voir annexe I, p. 39.

## 1.3. Contestations d'opérations électorales

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
En instance au 1 <sup>er</sup> octobre 1999 .....	–	–
Enregistrées en cours de période .....	2	2 <sup>(1)</sup>
Requêtes :		
– devenues sans objet .....	–	–
– rejetées .....	2	2
– suivies d'annulation .....	–	–
En instance au 1 <sup>er</sup> octobre 2000 .....	–	–

(1) Il s'agit des sièges de la 21<sup>e</sup> circonscription de Paris et de la 3<sup>e</sup> circonscription des Landes.

## **1.4. Missions temporaires confiées par le Gouvernement <sup>(1)</sup>**

Missions en cours au 1 <sup>er</sup> octobre 1999 .....	7
Missions confiées durant la période .....	16
Missions en cours au 1 <sup>er</sup> octobre 2000 .....	7

*(1) Voir annexe II, p. 41.*

## **1.5. Immunités parlementaires**

### **1.5.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté**

Décisions du Bureau de l'Assemblée .....	-
--	---

### **1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite**

Décisions de l'Assemblée .....	-
--------------------------------	---

## **1.6. Incompatibilités parlementaires**

Décisions du Conseil constitutionnel .....	-
--	---

# 2

## BILAN D'ACTIVITÉ

## 2. Bilan d'activité

### 2.1. Congrès du Parlement

Le Congrès du Parlement a été convoqué pour le 24 janvier 2000, par décret du 3 novembre 1999, avec l'ordre du jour suivant :

1. Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif au Conseil supérieur de la magistrature ;
2. Vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie.

Le décret du 3 novembre 1999 a été abrogé par décret du 19 janvier 2000.

### 2.2. Activité générale de l'Assemblée

#### 2.2.1. Session et séances publiques

SESSIONS	SÉANCES			RÉPARTITION DE LA DURÉE TOTALE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires <sup>(1)</sup>	Déclarations et censure	Questions	Résolutions	Divers <sup>(2)</sup>
Session ordinaire de 1999-2000 <sup>(3)</sup> (séances du 1 <sup>er</sup> octobre 1999 au 29 juin 2000)	104	244	984 h 30 <sup>(4)</sup>	688 h 55	154 h 55	20 h 25	104 h 05	6 h 50	9 h 20

(1) Concernant uniquement la première lecture du projet de loi de finances pour 2000.

(2) Y compris les suspensions de séance à l'occasion de la réception, dans l'hémicycle, de M. Gerhard SCHRÖDER, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, le 30 novembre 1999, et de M. Abdelaziz BOUTÉFLIKA, Président de la République algérienne démocratique et populaire, le 14 juin 2000.

(3) L'Assemblée a suspendu ses travaux du 26 décembre 1999 au 16 janvier 2000, du 13 au 20 février 2000 et du 9 au 23 avril 2000.

(4) Ce qui représente 10 890 pages du Journal officiel des débats de l'Assemblée nationale.

## 2.2.2. Impressions parlementaires

Documents	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Allocutions .....	2	12	///	///	2	12
Messages du Président de la République .....	///	///	///	///	///	///
Déclarations du Gouvernement .....	4	60	///	///	4	60
Projets de loi .....	121	2 478	13	1 330	134	3 808
Propositions de loi .....	296	1 973	///	///	296	1 973
Propositions de résolution .....	45	228	///	///	45	228
Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution .....	268	5 628	///	///	268	5 628
Rapports législatifs <sup>(1)</sup> .....	202	16 506	58	8 068	260	24 574
Rapports d'information <sup>(2)</sup> .....	35	5 878	///	///	35	5 878
Autres rapports <sup>(3)</sup> .....	48	11 674	///	///	48	11 674
Avis .....	10	800	56	3 696	66	4 496
<b>Total</b> .....	<b>1 031</b>	<b>45 237</b>	<b>127</b>	<b>13 094</b>	<b>1 158</b>	<b>58 331</b>

(1) Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

(2) Rapports d'information des commissions permanentes.

(3) Rapports déposés par les offices ou les délégations et, le cas échéant, les commissions d'enquête ou la commission des immunités.

## 2.3. Commissions permanentes et spéciales <sup>(1)</sup>

### 2.3.1. Travaux des commissions permanentes et spéciales

	Affaires culturelles	Affaires étrangères	Défense nationale	Finances	Lois	Production/échanges	Total
<b>Réunions :</b>							
– nombre .....	75	51	48	68	61	78	381
– durée.....	115 h 25	67 h 03	53 h 45	95 h 20	82 h 00	130 h 40	544 h 13
<i>dont examen budgétaire</i> .....	13 b 15	6 b 35	21 b 55	42 b 55	10 b 50	25 b 00	120 b 30
<b>Auditions :</b>							
– membres du Gouvernement .....	10	12	4	10	8	16	60
– autres personnalités .....	20	40	33	10	–	24	127
<i>dont auditions publiques :</i>							
– <i>membres du Gouvernement</i> .....	3	2	1	1	1	1	9
– <i>autres personnalités</i> .....	–	7	–	–	–	1	8
Total .....	30	52	37	20	8	40	187
<b>Examen des textes</b>							
Textes renvoyés en première lecture :							
– projets de loi .....	4	37	1	7	15	10	74
– propositions de loi .....	88	–	5	29	122	40	284
– propositions de résolution .....	9	1	2	7	16	14	49
<i>dont sur PAC</i> .....	2	1	–	3	2	4	12
Total .....	101	38	8	43	153	64	407
Textes adoptés définitivement :							
– projets de loi .....	5	61	3	6	21	2	98
– propositions de loi .....	9	–	–	–	9	1	19
– propositions de résolution .....	2	1	–	2	5	11	21
<i>dont sur PAC</i> .....	2	1	–	2	1	2	8
Total .....	16	62	3	8	35	14	138
<b>Rapports déposés</b>							
En première lecture :							
– sur des projets de loi .....	6	34	2	6	15	4	67
– sur des propositions de loi .....	13	–	1	2	12	4	32
– sur des propositions de résolution .....	8	1	1	5	11	5	31
<i>dont sur PAC</i> .....	2	1	–	1	2	3	9
Total .....	27	35	4	13	38	13	130
<i>dont rapports conjoints</i> .....	1	7	–	–	10	2	20
En deuxième lecture et lectures suivantes :							
– sur des projets de loi .....	9	–	–	7	20	6	42
– sur des propositions de loi .....	2	–	–	1	5	–	8
Total .....	11	–	–	8	25	6	50
Total des rapports .....	38	35	4	21	63	19	180
Annexes au rapport général .....	///	///	///	44	///	///	44
<b>Avis</b>							
– sur des projets de loi de finances .....	1	1	1	///	1	1	5
– tomes des avis budgétaires .....	13	6	14	///	8	17	58
– sur d'autres projets de loi .....	2	1	1	1	1	2	8
– sur des propositions de loi .....	–	–	–	–	1	–	1
– sur des propositions de résolution .....	–	–	–	–	–	–	–
<i>dont sur PAC</i> .....	–	–	–	–	–	–	–
Total .....	3	2	2	1	3	3	14
<b>Missions d'information <sup>(2)</sup></b>							
Rapports déposés .....	4	7	5	4	–	4	24
Rapports d'information budgétaires .....	///	///	///	5	///	///	5
Mission d'évaluation et de contrôle .....	///	///	///	3	///	///	3

(1) Aucune commission spéciale n'a été constituée durant la période couverte par le recueil.

(2) Sur les travaux de la mission d'évaluation et de contrôle et des missions d'information communes, voir Annexe III, p. 42.

## 2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs

### 2.3.2.1. Textes non budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Commissions saisies au fond :								
– projets de loi .....	81	7	4	8	4	5	-	109
– propositions de loi .....	22	5	4	2	4	3	-	40
– propositions de résolution .....	30	-	-	-	1	-	-	31
<i>dont sur PAC</i> .....	8	-	-	-	-	-	-	8
Total .....	133	12	8	10	9	8	-	180
Commissions saisies pour avis :								
– projets de loi .....	8	-	-	-	-	-	-	8
– propositions de loi .....	1	-	-	-	-	-	-	1
– propositions de résolution .....	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont sur PAC</i> .....	-	-	-	-	-	-	-	-
Total .....	9	-	-	-	-	-	-	9

### 2.3.2.2. Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Commission des finances :								
– rapporteur général .....	1	-	-	-	-	-	-	1
– rapporteurs spéciaux .....	25	7	3	3	3	3	-	44
Autres commissions (avis) :								
– sur la loi de finances annuelle.....	29	6	5	2	9	7	-	58
– sur les autres lois de finances .....	1	-	-	-	-	-	-	1

### 2.3.2.3. Rapports d'information

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Rapports d'information .....	23	-	-	2	3	1	-	29
Rapports d'information budgétaire .....	4	1	-	-	-	-	-	5



## 2.4. Délégations et offices parlementaires

### 2.4.1. Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

#### 2.4.1.1. Travaux de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

Réunions		Auditions		Nombre de		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution examinés	Propositions de résolution déposées
35	65 h 40	7	5	29 <sup>(1)</sup>	242	10

#### 2.4.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution <sup>(2)</sup>

Textes en instance au 1 <sup>er</sup> octobre 1999 .....	222
Textes transmis durant la période .....	270
Textes retirés ou devenus définitifs .....	197
Textes en instance au 1 <sup>er</sup> octobre 2000 .....	295

### 2.4.2. Autres délégations

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire	14	19 h 20	1	9	1
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	26	43 h 20	7	17	6

### 2.4.3. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	15	62 h 30	1	76	6
Office parlementaire d'évaluation de la législation	-	-	-	-	-
Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques	-	-	-	-	-

(1) Dont 11 rapports d'information examinant, en application de l'article 151-1 du Règlement, l'ensemble des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution et concluant, pour certains d'entre eux, à des propositions de résolution.

(2) Voir annexe IV la liste des propositions de résolution adoptées sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution (p. 43). Voir aussi, ci-après, 3.4. Répartition par groupe des propositions de résolution.

---

## 2.5. Autres commissions

### 2.5.1. Commissions d'enquête <sup>(1)</sup>

– Commissions constituées durant la période .....	3
– Rapports déposés .....	4

### 2.5.2. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution

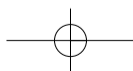
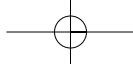
Cette commission s'est réunie les 1<sup>er</sup> et 12 octobre 1999 afin d'élire son bureau.

### 2.5.3. Commissions *ad hoc*

Aucune commission *ad hoc* n'a été constituée durant la période couverte par ce recueil.

---

(1) Voir Annexe V, p. 44, la liste des commissions d'enquête.



# 3

## ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES

## 3. Etat d'examen des textes

### 3.1. Bilan législatif

#### 3.1.1. Projets de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	A l'Assemblée nationale	Au Sénat <sup>(1)</sup>	
Déposés en première lecture à l'Assemblée depuis le 1 <sup>er</sup> octobre 1999 .....	30	41	71 <sup>(2)</sup>
En instance à l'Assemblée au 1 <sup>er</sup> octobre 1999 .....	13	41	54
En instance au Sénat au 1 <sup>er</sup> octobre 1999 .....	34	3	37
Total.....	77	85	162
Textes retirés.....	-	-	-
Total des textes pris en compte .....	77	85	<b>162</b>

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	A l'Assemblée nationale .....	///	3	10	5	-	18
	Au Sénat .....	10	1	-	-	2	13
Textes déposés au Sénat	A l'Assemblée nationale .....	60	1	-	2	2	65
	Au Sénat .....	///	1	-	-	1	2
Total .....		70	6	10	7	5	<b>98</b> <sup>(3)</sup>
<b>Rejets</b> .....		-	-	-	-	///	-

En instance au 1 <sup>er</sup> octobre 2000		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
A l'Assemblée nationale .....		32	3	1	-	-	36
Au Sénat .....		22 <sup>(4)</sup>	6	-	-	-	28
Total.....		54	9	1	-	-	<b>64</b>

(1) Il s'agit uniquement des projets déposés au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Dont 1 projet de loi constitutionnelle et 4 projets de loi organique.

(3) Dont 2 projets de loi constitutionnelle et 2 projets de loi organique.

(4) Il s'agit uniquement des projets déposés en premier lieu à l'Assemblée nationale et adoptés par celle-ci.

### 3.1.2. Propositions de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	à l'Assemblée nationale	au Sénat <sup>(1)</sup>	
Déposés à l'Assemblée depuis le 1 <sup>er</sup> octobre 1999.....	255	20	275 <sup>(2)</sup>
En instance à l'Assemblée au 1 <sup>er</sup> octobre 1999.....	707	22	729
En instance au Sénat au 1 <sup>er</sup> octobre 1999.....	19	-	19
Total.....	981	42	1 023
Textes retirés.....	1	///	1
Total des textes pris en compte.....	980	42	<b>1 022</b>

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	A l'Assemblée nationale.....	1 <sup>(3)</sup>	1	12 <sup>(4)</sup>	5 <sup>(5)</sup>	-	19
	Au Sénat.....	11 <sup>(6)</sup>	1	-	-	6 <sup>(7)</sup>	18
Textes déposés au Sénat	A l'Assemblée nationale.....	1	1	-	-	-	2
	Au Sénat.....	///	3	1	-	-	4
Total.....		13	6	13	5	6	<b>43</b>
<b>Rejets</b> .....		<b>7</b> <sup>(8)</sup>	-	-	-	-	<b>7</b>

En instance au 1 <sup>er</sup> octobre 2000		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
A l'Assemblée nationale.....	A l'Assemblée nationale.....	945	-	1	-	-	946
	Au Sénat.....	11 <sup>(9) (10)</sup>	15 <sup>(11)</sup>	-	-	-	26
Total.....		956	15	1	-	-	<b>972</b>

(1) Il s'agit uniquement des propositions de loi déposées au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Dont 13 propositions de loi constitutionnelle et 8 propositions de loi organique.

(3) Proposition de loi n° 268 jointe au projet de loi Sénat n° 2276 adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

(4) Dont :

- 5 propositions de loi n°s 1268, 1761, 1837, 1850 et 1895 jointes au projet de loi n° 2012 ;

- 7 propositions de loi n°s 1443, 1717, 1763, 1768, 1796, 1848 et 2145 jointes au projet de loi n° 2182.

(5) Dont 5 propositions de loi n°s 1118, 1119, 1120, 1121 et 1122 ayant fait l'objet d'un rapport commun.

(6) Dont 3 propositions de loi n°s 1293, 1392 et 1558 ayant fait l'objet d'un rapport commun.

(7) Dont 5 propositions de loi n°s 156, 579, 1900, 1989 et 2098 jointes à la proposition Sénat n° 735.

(8) Proposition de loi n° 1232 relative à la création d'une prestation parentale d'assistance (J.O. AN du 14 décembre 1999) ; proposition de loi n° 2057 relative au régime juridique des licenciements pour motif économique (J.O. AN du 25 janvier 2000) ; proposition de loi n° 2105 relative à la participation et à la croissance pour tous (J.O. AN du 8 février 2000) ; proposition de loi n° 2218 relative à la mise en place d'une véritable responsabilité pour faute de l'administration fiscale et d'un droit général d'indemnisation pour les contribuables (J.O. AN du 4 avril 2000) ; proposition de loi n° 2099 sur l'épargne salariale et la participation (J.O. AN du 16 mai 2000) ; proposition de loi n° 1988 tendant à protéger le patrimoine des artisans et commerçants (J.O. AN du 30 mai 2000) ; proposition de loi n° 2284 portant organisation juridique de la coopération professionnelle entre époux (J.O. AN du 30 mai 2000).

(9) Il s'agit uniquement des propositions déposées en premier lieu à l'Assemblée nationale et adoptées par celle-ci.

(10) Dont :

- 2 propositions de loi organique n°s 2329 et 2410 jointes à la proposition de loi organique n° 1448 destinée à améliorer l'équité des élections à l'Assemblée de Polynésie française, adoptée par l'Assemblée nationale le 22 juin 2000 ;

- 2 propositions de loi n°s 1504 et 2315 jointes à la proposition de loi n° 2279 tendant à la création d'une agence française de sécurité sanitaire environnementale, adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale le 25 avril 2000.

(11) Dont :

- 3 propositions de loi n°s 792, 1050 et 1302 jointes à la proposition de loi n° 2277 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité, adoptée en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 6 avril 2000 ;

- 10 propositions de loi n°s 376, 402, 842, 1295, 1511, 2151, 2156, 2213, 2291 et 2435 jointes à la proposition Sénat n° 2034 tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements constituant, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine, adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale le 22 juin 2000.

### 3.1.3. Récapitulation

	Textes pris en compte	Textes adoptés	Lois promulguées <sup>(1)</sup>
Projets de loi .....	162	98	96 <sup>(2) (3)</sup>
Propositions de loi .....	1 022	43 <sup>(4) (5)</sup>	18
<b>Total</b> .....	1 184	141	114

### 3.2. Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive

		1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 9 mois	9 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans	Durée moyenne
Projets	Dépôts Assemblée nationale .....	2	3	2	9	2	-	11	2	293 jours
	Dépôts Sénat .....	-	1	-	3	18	16	29	-	343 jours
Propositions	Dépôts Assemblée nationale .....	1	1	1	2	-	4	4	-	246 jours
	Dépôts Sénat .....	-	-	1	-	1	-	2	2	566 jours

(1) Voir annexe VI, p. 45, liste chronologique des lois promulguées.

(2) Dont 61 projets de lois autorisant l'approbation de traités ou de conventions.

(3) Le projet de loi constitutionnelle relatif à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie, adopté définitivement par les deux assemblées, n'a pas encore été soumis à l'approbation du Congrès durant la période couverte par ce recueil ; le projet de loi constitutionnelle relatif à la durée du mandat du Président de la République, soumis au référendum du 24 septembre 2000, n'était pas encore promulgué au 1<sup>er</sup> octobre 2000.

(4) Ce nombre prend en compte les propositions de loi ayant fait l'objet d'un examen conjoint :

- 1 proposition de loi n° 1268 jointe au projet de loi Sénat n° 2276 organisant une consultation de la population de Mayotte (rapport n° 2304) ;
- 5 propositions de loi n° 1268, 1761, 1837, 1850 et 1895 jointes au projet de loi n° 2012 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives (rapport n° 2103) ;
- 7 propositions de loi n° 1443, 1717, 1763, 1768, 1796, 1848 et 2145 jointes au projet de loi n° 2182 relatif à la chasse (rapport n° 2273) ;
- 5 propositions de loi n° 156, 579, 1900, 1989 et 2098 jointes à la proposition Sénat n° 735 relative à la prestation compensatoire en matière de divorce (rapport n° 2114) ;
- 3 propositions de loi n° 1293, 1392 et 1558 relatives à la substitution de l'expression "aux opérations effectuées en Afrique du Nord" par l'expression "guerre d'Algérie et aux opérations effectuées en Afrique du Nord" (rapport n° 1672) ;
- 5 propositions de loi n° 1118, 1119, 1120, 1121 et 1122 relatives au pacte civil de solidarité (rapport n° 1138).

(5) Dont la proposition de loi organique n° 1145 relative à l'inéligibilité du Médiateur des enfants, déclarée non conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel (n° 99-420 DC du 16.12.1999).

### 3.3. Répartition par groupe des propositions de loi

Propositions	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Enregistrées.....	22	61	56	59	20	28	9	255
Irrecevables au dépôt (art. 40 C).....	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Déposées</b> .....	<b>22</b>	<b>61</b>	<b>56</b>	<b>59</b>	<b>20</b>	<b>28</b>	<b>9</b>	<b>255</b>
Retirées.....	-	-	-	1	-	-	-	1
Irrecevables en séances :								
– art. 40 C .....	-	-	-	-	-	-	-	-
– art. 41 C .....	-	-	-	-	-	-	-	-
Rejetées .....	-	4	1	1	1	-	-	7 <sup>(1)</sup>
<b>Adoptées définitivement</b> .....	<b>12</b>	<b>9</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	-	<b>37</b> <sup>(2)</sup>

(1) Cf. note 8 (p. 21).

(2) Ce chiffre prend en compte les propositions de lois examinées conjointement, cf. note 4 (p. 22).



### 3.4. Répartition par groupe des propositions de résolution

Objet de la proposition	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
<b>Modification du Règlement :</b>								
• déposées .....	-	-	-	-	-	-	-	-
• adoptées .....	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Constitution de commission d'enquête :</b>								
• déposées .....	4	5	2	11	3	12	2	<b>39</b>
• rejetées .....	-	1	-	-	-	-	-	<b>1</b>
• adoptées .....	3	1	1	3	-	5	-	<b>13<sup>(1)</sup></b>
<b>Sur propositions d'actes communautaires :</b>								
• déposées :								
– par un rapporteur de la délégation UE	8	1	-	1	-	-	-	<b>10</b>
– par un député .....	-	-	-	-	-	2	-	<b>2</b>
• considérées comme adoptées .....	7	-	-	-	1	-	-	<b>8</b>
• adoptées en séance publique .....	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Suspension de détention ou de poursuites :</b>								
• déposées .....	-	-	-	-	-	-	-	-
• adoptées .....	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Mise en accusation devant la Haute Cour de justice :</b>								
• déposées .....	-	-	-	-	-	-	-	-
• adoptées .....	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Ce nombre prend en compte les propositions de résolutions examinées conjointement.

# 4

## ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

## 4. Éléments de procédure

### 4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour

#### 4.1.1. Séances mensuelles d'initiative parlementaire en application de l'art. 48, al. 3, C

<b>Nombre de séances</b> .....	<b>9</b>
soit en heures .....	23 h 20
<b>Nombre de textes examinés</b> .....	<b>9</b>
<i>dont :</i>	
– propositions de loi .....	8
– propositions de résolution .....	1

#### 4.1.2. Ordre du jour complémentaire

<b>Nombre de séances</b> .....	<b>10<sup>(1)</sup></b>
soit en heures .....	25 h 45 <sup>(1)</sup>
<b>Nombre de textes examinés</b> .....	<b>11</b>
<i>dont :</i>	
– propositions de loi .....	10 <sup>(2)</sup>
– propositions de résolution .....	1

(1) Dont 9 séances tenues pour faire suite aux séances mensuelles d'initiative parlementaire, soit 24 h 10.

(2) Ces dix propositions de loi ont été discutées au cours des 9 séances tenues pour faire suite aux séances mensuelles d'initiative parlementaire.

### 4.2. Procédure d'examen simplifiée

#### 4.2.1. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 106 R

<b>Textes ayant fait l'objet d'une demande</b> .....	<b>15<sup>(1)</sup></b>
– oppositions .....	1
<b>Textes adoptés dans le cadre de cette procédure</b> .....	<b>14</b>

#### 4.2.2. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 107 R (traités ou conventions)

<b>Textes ayant fait l'objet d'une demande</b> .....	<b>53</b>
– oppositions .....	-
<b>Textes adoptés dans le cadre de cette procédure</b> .....	<b>53</b>

(1) Dont 4 conventions.

### 4.3. Motions de procédure

(Art. 91 et 128 du Règlement) <sup>(1)</sup>

	Mises aux voix	Adoptées
Exception d'irrecevabilité .....	21	-
Question préalable .....	18	-
Renvoi en commission .....	18	1 <sup>(2)</sup>
Demande d'ajournement .....	-	-

(1) Ces nombres concernent uniquement les motions déposées sur les textes examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

(2) Voir première séance du 22 février 2000 (J.O. AN p. 1080).

## 4.4. Secondes délibérations

### Demandes :

- du Gouvernement .....	10
- d'une commission .....	4
- d'un député .....	-

## 4.5. Commissions mixtes paritaires et déclarations d'urgence

### 4.5.1. Commissions mixtes paritaires <sup>(1)</sup>

	Projets	Propositions	Total
1. Demandes, après :			
• Première lecture ( <i>urgence, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale</i> ) .....	10	1	11
• Deuxième lecture .....	11	1	12
• Lectures suivantes.....	-	-	-
Total.....	21	2	23
2. Rapports déposés :			
• Rapports positifs.....	5	2	7
• Rapports négatifs.....	16	-	16
Total.....	21	2	23
3. Suite de la procédure :			
• Adoption conforme sur le texte CMP .....	5	2	7
– dont à l'Assemblée nationale .....	2	-	2
• avec amendements .....	-	-	-
• sans amendement.....	2	-	2
– dont au Sénat .....	3	2	5
• avec amendements .....	2	-	2
• sans amendement.....	1	2	3
• Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture .....	-	-	-
• Adoption en lecture définitive .....	15	-	15
– dernier texte Assemblée nationale .....	15	-	15
• avec amendements .....	2	-	2
• sans amendement.....	13	-	13
– Texte CMP .....	-	-	-
• Textes restant en instance.....	1 <sup>(2)</sup>	-	1
Total.....	21	2	23

(1) Voir annexe VII, p. 49.

(2) Il s'agit du projet de loi relatif à la solidarité et au renouvellement urbains.

### 4.5.2. Déclarations d'urgence

Déclarations d'urgence.....	10
dont :	
– sur des projets de loi .....	9
– sur des propositions de loi .....	1 <sup>(1)</sup>

(1) Cette demande porte sur 3 propositions de loi organique portant sur les élections en Polynésie française qui ont fait l'objet d'un rapport commun.

## 4.6. Amendements

### 4.6.1. Origine et sort des amendements

Amendements transmis à la Présidence <sup>(1)</sup>	Gouvernement	Commissions	Députés (auteur ou premier signataire)							Total
			Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	
<b>Enregistrés</b> .....	653	3 198	1 233	2 491	1 672	1 306	835	897	59	<b>12 326</b>
Irrecevables au dépôt :										
– Art. 40 ou L.O. relative aux lois de finances <sup>(2)</sup> .....	///	36	114	168	129	138	128	82	9	<b>804</b>
– Art. L.O. 113 du code de la sécurité sociale <sup>(3)</sup> .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irrecevables en séance :										
– Art. 40 ou L.O. relative aux lois de finances <sup>(2)</sup> .....	///	-	-	-	-	-	-	-	-	-
– Art. L.O. 113 du code de la sécurité sociale <sup>(3)</sup> .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
– Art. 41 C <sup>(4)</sup> .....	///	-	-	-	-	-	-	-	-	-
– Art. 44 C <sup>(5)</sup> .....	///	///	-	-	-	-	-	-	-	-
– Art. 98, alinéa 5, R <sup>(6)</sup> .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
– Art. 127 R <sup>(7)</sup> .....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recevables .....	653	3 162	1 119	2 323	1 543	1 168	707	797	50	<b>11 522</b>
Retirés avant discussion .....	18	70	132	145	90	32	45	53	1	<b>586</b>
<b>Adoptés</b> .....	581	2 773	393	106	99	35	96	97	2	<b>4 182</b>

(1) Ces nombres concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

(2) Irrecevabilité financière : création ou aggravation d'une charge publique ou diminution des ressources publiques ou ne relevant pas du domaine de la loi de finances.

(3) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine des lois de financement de la sécurité sociale.

(4) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi.

(5) Irrecevabilité des amendements non soumis antérieurement à la commission.

(6) Irrecevabilité des amendements « hors du cadre » du projet ou de la proposition de loi.

(7) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi organique.

#### 4.6.2. Détail des amendements présentés par les commissions

Détail des amendements présentés par les commissions	Signés par le rapporteur seul	Contresignés par un commissaire (auteur ou premier signataire)							Total
		Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	
Enregistrés .....	2 533	308	51	59	15	145	87	-	<b>3 198</b>
Irrecevables .....	32	2	-	1	-	1	-	-	<b>36</b>
Recevables .....	2 501	306	51	59	15	144	87	-	<b>3 162</b>
Retirés avant discussion .....	45	16	-	5	-	1	3	-	<b>70</b>
Adoptés .....	2 260	242	30	44	12	120	65	-	<b>2 773</b>

#### 4.6.3. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs <sup>(1)</sup>

Nombre d'amendements adoptés <sup>(2)</sup>	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200
Nombre de textes définitifs.....	73 <sup>(3)</sup>	15	3	8	8	2	3	5

(1) Voir aussi annexe VI, p. 45, liste chronologique des lois promulguées.

(2) Ces nombres concernent les amendements adoptés à l'Assemblée nationale, toutes lectures confondues.

(3) Dont 61 projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux non susceptibles de faire l'objet d'amendements (art. 128 du Règlement).

### 4.7. Vote bloqué

Nombre de demandes ..... 3

### 4.8. Procédures de vote

#### 4.8.1. Scrutins <sup>(1)</sup>

Scrutins publics ordinaires.....	79
<i>dont :</i>	
– sur des motions de procédure .....	11
– sur le passage à la discussion des articles .....	4
– sur des textes .....	64
Scrutins publics à la tribune.....	1
Scrutins secrets.....	1

4.8.2. Vérifications du quorum..... -

(1) Dont 11 scrutins décidés en application de l'article 65-1 du Règlement. Voir annexe VIII, p. ??, la liste chronologique des scrutins publics.

## 4.9. Incidents de séance

<b>4.9.1. Rappels au Règlement</b> .....	77
<b>4.9.2. Faits personnels</b> .....	4
<b>4.9.3. Peines disciplinaires</b> .....	1 <sup>(1)</sup>

(1) Voir 1<sup>re</sup> séance du 31 mai 2000 (J.O. A.N. page 4794).

## 4.10. Décisions du Conseil constitutionnel <sup>(1)</sup>

Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution .....	3
Application de l'article 41 de la Constitution .....	-
Application de l'article 54 de la Constitution .....	-
Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution .....	3
<i>dont :</i>	
- <i>Lois organiques</i> .....	3
- <i>Règlement des Assemblées</i> .....	-
Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution .....	13

(1) Voir annexe IX, p. ??.

# 5

## DÉCLARATIONS ET DÉBATS



---

## 5. Déclarations et débats

<b>5.1. Déclarations du Gouvernement</b> <sup>(1)</sup> .....	4
(Article 132 du Règlement)	
<i>dont :</i>	
- <i>avec débat</i> .....	4
- <i>sans débat</i> .....	-

### 5.2. Débats

Application de l'article 143, alinéa 2, du Règlement .....	-
--	---

---

(1) Voir annexe X, p. 60.

# 6

## ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE

## 6. Engagements de responsabilité et censure

### 6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

Application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution.....	-
<i>dont :</i>	
- <i>sur son programme</i> .....	-
- <i>sur une déclaration de politique générale</i> .....	-
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution .....	-

### 6.2. Motions de censure

Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution .....	-
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution .....	-

# 7

## QUESTIONS

## 7. Questions <sup>(1)</sup>

### 7.1. Questions orales

#### 7.1.1. Répartition par groupes des questions au Gouvernement

Groupes	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Nombre de questions posées .....	242	175	93	64	94	93	1	762 <sup>(*)</sup>

(\*) Nombre de séances : 64.

#### 7.1.2. Répartition par groupes des questions orales sans débat

Groupes	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Nombre de questions posées .....	101	60	30	21	18	21	3	254 <sup>(*)</sup>

(\*) Nombre de séances : 11.

### 7.2. Questions écrites

#### 7.2.1. Répartition par groupes des questions écrites et des réponses publiées du 1<sup>er</sup> octobre 1999 au 1<sup>er</sup> octobre 2000 <sup>(1)</sup>

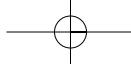
Groupes	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Nombre de questions après retrait .....	4 571	4 986	2 875	1 949	673	705	299	16 058
Nombre de réponses .....	4 016	4 313	2 367	1 649	606	592	236	13 779

#### 7.2.2. Répartition par groupes des questions écrites « signalées » <sup>(\*)</sup>

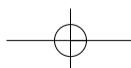
Groupes	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Nombre de questions .....	288	144	89	54	36	36	0	647

(\*) Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et « signalées » chaque semaine de la session ordinaire à l'attention du Gouvernement qui s'engage à apporter une réponse dans un délai maximum de dix jours.

(1) La répartition des réponses des ministres aux questions orales et écrites figure en annexe XI, pp. 61 et 62.



# ANNEXES



**Nomination  
au Conseil  
constitutionnel :**

– décision du 21 février 1998 Marc Chavanne ( <i>J.O.</i> 24 février 1998) ( <i>J.O.</i> 6 mars 1998)	Pierre Mazeaud 5 mars 1998 (RPR)	Haute-Savoie  (5 <sup>e</sup> )	Jean-  (RPR)
---	--	---------------------------------------	--------------------

**Prolongation  
au-delà de 6 mois  
d'une mission  
temporaire :**

– 30 juillet 1998 Burroni ( <i>J.O.</i> 4 août 1998) ( <i>J.O.</i> 12 août 1998)	Henri d'Attilio 11 août 1998 (Soc.)	Bouches-du-Rhône  (12 <sup>e</sup> )	Vincent  (Soc.)
---	---	--	-----------------------

---

# Annexe I

## Modifications à la composition de l'Assemblée

### 1.2.1. Remplaçants devenus députés

Cause et date du remplacement	Député remplacé	Circonscription	Nom du remplaçant	Notification du remplacement
<b>Décès :</b> – 9 décembre 1999 (J.O. 11 décembre 1999)	Roland Carraz (RCV)	Côte-d'Or (3 <sup>e</sup> )	Michel Etiévant (Soc.)	10 décembre 1999 (J.O. 11 décembre 1999)
<b>Nomination à des fonctions ministérielles :</b> – 27 mars 2000 (J.O. 28 mars 2000)	Catherine Tasca (Soc.)	Yvelines (11 <sup>e</sup> )	Guy Malandain (App. Soc.)	28 avril 2000 (J.O. 29 avril 2000)
– 27 mars 2000 (J.O. 28 mars 2000)	Laurent Fabius (Soc.)	Seine-Maritime (4 <sup>e</sup> )	Didier Marie (Soc.)	28 avril 2000 (J.O. 29 avril 2000)
– 27 mars 2000 (J.O. 28 mars 2000)	Guy Hascoët (RCV)	Nord (7 <sup>e</sup> )	André Lebrun (Soc.)	28 avril 2000 (J.O. 29 avril 2000)
– 27 mars 2000 (J.O. 28 mars 2000)	Jack Lang (Soc.)	Loire-et-Cher (1 <sup>re</sup> )	Michel Fromet (Soc.)	28 avril 2000 (J.O. 29 avril 2000)
– 27 mars 2000 (J.O. 28 mars 2000)	Roger-Gérard Schwartzberg (RCV)	Val-de-Marne (3 <sup>e</sup> )	Joseph Rossignol (Soc.)	28 avril 2000 (J.O. 29 avril 2000)
– 29 août 2000 (J.O. 30 août 2000)	Christian Paul (Soc.)	Nièvre (3 <sup>e</sup> )	François Perrot (Soc.)	30 septembre 2000 (J.O. 1 <sup>er</sup> octobre 2000)



## 1.2.2. Elections partielles

Cause de l'élection	Député dont le mandat a cessé	Circonscription	Nom de l'élu	Date de proclamation
<b>Déchéance de plein droit :</b> – 4 mai 1999 (J.O. 6 mai 2000)	Jean-Jacques Weber (UDF)	Haut-Rhin (6 <sup>e</sup> )	Francis Hillmeyer (UDF)	25 juin 2000 (J.O. 27 juin 2000)
<b>Démissions volontaires :</b> – 20 octobre 1999 (J.O. 21 octobre 1999)	Véronique Carrion-Bastok (Soc.)	Paris (21 <sup>e</sup> )	Michel Charzat (Soc.)	6 décembre 1999 (J.O. 7 décembre 1999)
– 20 décembre 1999 (J.O. 21 décembre 1999)	François Bayrou (UDF)	Pyrénées-Atlantiques (2 <sup>e</sup> )	Pierre Menjucq (UDF)	20 mars 2000 (J.O. 21 mars 2000)
– 21 décembre 1999 (J.O. 23 décembre 1999)	Joël Goyheneix (Soc.)	Landes (3 <sup>e</sup> )	Henri Emmanuelli (Soc.)	7 février 2000 (J.O. 8 février 2000)
– 30 décembre 1999 (J.O. 1 <sup>er</sup> janvier 2000)	Raymond Douyère (Soc.)	Sarthe (2 <sup>e</sup> )	Jean-Marie Geveaux (RPR)	20 mars 2000 (J.O. 21 mars 2000)
– 31 décembre 1999 (J.O. 1 <sup>er</sup> janvier 2000)	Philippe Vasseur (DL)	Pas-de-Calais (3 <sup>e</sup> )	Jean-Claude Leroy (Soc.)	20 mars 2000 (J.O. 21 mars 2000)
– 6 septembre 2000 (J.O. 8 septembre 2000)	Gilberte Marin-Moskovitz (RCV)	Territoire de Belfort (2 <sup>e</sup> )	–	–
– 14 septembre 2000 (J.O. 15 septembre 2000)	Frédérique Bredin (Soc.)	Seine-Maritime (9 <sup>e</sup> )	–	–

# Annexe II

## Missions temporaires confiées par le Gouvernement

Député concerné	Ministre concerné	Date du début et de la fin de la mission
Guy Lengagne (Soc.) Pas-de-Calais	Equipement, transports et logement	6 avril 1999 – 6 octobre 1999
Alfred Recours (Soc.) Eure	Emploi et solidarité Economie, finances et industrie SE Santé et action sociale SE Budget	25 mai 1999 – 11 octobre 1999
Nicole Bricq (Soc.) Seine-et-Marne	Economie, finances et industrie SE Industrie	9 juillet 1999 – 6 janvier 2000
François Patriat (Soc.) Côte-d'Or	Aménagement du territoire et environnement	26 juillet 1999 – 18 novembre 1999
Philippe Nauche (Soc.) Corrèze	Emploi et solidarité SE Santé et action sociale	28 septembre 1999 – 28 mars 2000
Jérôme Cahuzac (Soc.) Lot-et-Garonne	Agriculture et pêche	28 septembre 1999 - 28 mars 2000
Béatrice Marre (Soc.) Oise	Agriculture et pêche	28 septembre 1999 – 28 mars 2000
François Asensi (C.) Seine-Saint-Denis	Jeunesse et sports	8 octobre 1999 – 8 avril 2000
Jean-Pierre Balligand (Soc.) Aisne	Economie, finances et industrie	13 octobre 1999 – 28 janvier 2000
Christian Paul (Soc.) Nièvre	Justice Economie, finances et industrie Culture et communication	15 novembre 1999 – 15 mai 2000
Jacques Fleury (Soc.) Somme	Intérieur	21 décembre 1999 – 21 juin 2000
Guy Hascoët (RCV) Nord	SE Industrie	21 décembre 1999 <sup>(1)</sup>
Geneviève Perrin-Gaillard (Soc.) Deux-Sèvres	Aménagement du territoire et environnement	6 mars 2000 - 6 septembre 2000
Philippe Duron (Soc.) Calvados	Aménagement du territoire et environnement	6 mars 2000 – 6 septembre 2000
Christiane Taubira-Delannon (App. Soc.) Guyane	SE Outre-mer	13 mars 2000 – 13 septembre 2000
Claude Evin (Soc.) Loire-Atlantique	Emploi et solidarité Coopération et francophonie	3 avril 2000
Yves Cochet (RCV) Val-d'Oise	SE Industrie	10 avril 2000 – 22 septembre 2000
Bernard Derosier (Soc.) Nord	Premier Ministre	13 avril 2000
Thierry Carcenac (Soc.) Tarn	Fonction publique et réforme de l'Etat	5 juin 2000
Gérard Gouzes (Soc.) Lot-et-Garonne	Justice Affaires étrangères Famille et enfance	17 juillet 2000
Marcel Cabiddu (Soc.) Pas-de-Calais	Économie, finances et industrie SE Industrie	6 septembre 2000
Jean Launay (Soc.) Lot	Economie, finances et industrie	18 septembre 2000
Jean-Marie Bockel (Soc.) Haut-Rhin	Economie, finances et industrie	26 septembre 2000

(1) M. Guy Hascoët a été nommé membre du Gouvernement le 27 mars 2000 (J.O. du 28 mars 2000).

## Annexe III

### Mission d'évaluation et de contrôle

	Nombre de réunions	Durée des réunions	Auditions		N° et date du dépôt des rapports
			Membres du Gouvernement	Autres personnalités	
Mission d'évaluation et de contrôle	20	48 h 45	4	63	- Modernisation de la gestion des universités, n° 2357 (3 mai 2000) - Fonctionnement des Cotorep, n° 2542 (12 juillet 2000) - Recouvrement de l'impôt, n° 2543 (12 juillet 2000)

### Missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes

Domaine	Commissions permanentes concernées	Nomination de la mission	Nomination du bureau	Nombre de réunions	Durée des réunions	Auditions		N° et date du dépôt du rapport
						Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Perspectives économiques et sociales de l'aménagement de l'axe européen Rhin	AC-AE-DN-LO-P	26 mars 1998	31 mars 1998	1	1 h 40	-	-	n° 1920 10 novembre 1999
Répression de la délinquance financière et du blanchiment des capitaux en Europe	AE-LO	9 juin 1999	9 juin 1999	17	36 h 50	2	10	n° 2311 (Tome I, vol. I 30 mars 2000 vol. 2 21 juin 2000)
Préparatoire au projet de loi de révision des "lois bioéthiques" de juillet 1994	AC-LO	29 mars 2000	9 mai 2000	15	31 h 25 -	-	34	-
Total				33	69 h 55	2	44	

## Annexe IV

### Propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la constitution

#### Propositions de résolution considérées comme définitives

Textes soumis en application de l'article 88-4 de la constitution	N <sup>os</sup> des propositions de résolution (n <sup>o</sup> du rapport, commission saisie au fond)	Considérées comme définitives le
Imposition des revenus de l'épargne (E 1105)	N <sup>os</sup> 1538 (et 1808, FI)	7 octobre 1999
Cycle du millénaire de l'OMC (E 1285)	N <sup>os</sup> 1825 (et 1834, PR)	26 octobre 1999
Politiques de l'emploi des Etats membres en 2000 (E 1306)	N <sup>os</sup> 1942 (et 1959, AC)	5 décembre 1999
Programme MEDA (E 1331)	N <sup>os</sup> 2033 (et 2113, AE)	12 février 2000
Exécution des décisions de justice en matière matrimoniale (E 1270)	N <sup>os</sup> 1839 (et 2245, LO)	26 mars 2000
OCM banane (E 1353)	N <sup>os</sup> 2179 (et 2263, PR)	6 avril 2000
Information et consultation des travailleurs (E 1182)	N <sup>os</sup> 2424 (et 2522, AC)	9 juillet 2000
Avant-projet de budget 2001 (E 1464 - E 1466)	N <sup>os</sup> 2525 (et 2539, FI)	21 juillet 2000

#### Propositions de résolution adoptées en séance publique

Aucune proposition de résolution n' a été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée au cours de la période couverte par le recueil.

# Annexe V

## Liste des commissions d'enquête constituées

Objet de la commission d'enquête	Date de création	Date de sa nomination	Date de la nomination du bureau	Numéro et date de dépôt du rapport
Fonctionnement des forces de sécurité en Corse	19 mai 1999	26 mai 1999	1 <sup>er</sup> juin 1999	1918 10 novembre 1999
Sécurité alimentaire	7 octobre 1999	13 octobre 1999	19 octobre 1999	2297 29 mars 2000
Situation des prisons françaises	3 février 2000	9 février 2000	9 février 2000 5 avril 2000	2521 28 juin 2000
Sécurité du transport maritime	20 janvier 2000	26 janvier 2000	2 février 2000	2535 5 juillet 2000

## Travaux des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Séances		Auditions			
			Auditions		dont ouvertes à la presse	
	Nb	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	Membres du Gouvernement	Autres
Forces de sécurité en Corse	9	20 h 35	secret			
Sécurité alimentaire	28	79 h 45	4	126	-	-
Situation des prisons françaises	17	48 h 30	1	67	-	-
Sécurité du transport maritime	29	72 h 20	3	53	-	-

# Annexe VI

## Liste chronologique des lois promulguées <sup>(1) (2)</sup>

1. 18 octobre 1999. – Loi n° 99-882 relative à la substitution, à l'expression « aux opérations effectuées en Afrique du Nord », de l'expression « à la guerre d'Algérie ou aux combats en Tunisie et au Maroc » (*J.O.* du 20 octobre 1999) (Pn A.N.)
2. 22 octobre 1999. – Loi n° 99-894 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense (*J.O.* du 23 octobre 1999) (Pj S) (25 adts)
3. 25 octobre 1999. – Loi n° 99-899 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (*J.O.* du 26 octobre 1999) (Pj A.N.)
4. 10 novembre 1999. – Loi n° 99-929 portant réforme du code de justice militaire et du code de procédure pénale (*J.O.* du 11 novembre 1999) (Pj A.N.) (66 adts)
5. 15 novembre 1999. – Loi n° 99-944 relative au pacte civil de solidarité (*J.O.* du 16 novembre 1999) (Pn A.N.) (88 adts)
6. 22 novembre 1999. – Loi n° 99-957 portant sur diverses professions relevant du ministère de la justice, la procédure civile et le droit comptable (*J.O.* du 23 novembre 1999) (Pn A.N.)
7. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-979 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière civile entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
8. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-980 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Géorgie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
9. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-981 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat du Qatar sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble une annexe) (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
10. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-982 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
11. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-983 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative aux personnels scientifiques de l'Institut Max-von-Laue - Paul-Langevin (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
12. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-984 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse en vue de compléter la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
13. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-985 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil. (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
14. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-986 autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
15. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-987 autorisant la ratification de la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique-Nord et les autres Etats participant au partenariat pour la paix sur le statut de leurs forces (ensemble un protocole additionnel). (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
16. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-988 autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres portant aménagements du titre 1<sup>er</sup> de la convention de voisinage entre la France et la Principauté de Monaco du 18 mai 1963 (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
17. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-989 autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'application de l'article 7 modifié de la convention de voisinage entre la France et la Principauté de Monaco du 18 mai 1963. (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
18. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-990 autorisant la ratification des amendements à la convention portant création de l'Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT) relatifs à la création de l'Organisation internationale de télécommunications mobiles par satellites (ensemble une annexe) (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
19. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-991 autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse portant rectification de la frontière franco-suisse entre le département du Doubs et le canton de Vaud (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
20. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-992 autorisant la ratification de la convention entre la République française et la Confédération suisse portant rectification de la frontière franco-suisse suite au raccordement des autoroutes entre Saint-Julien-en-Genevois (département de la Haute-Savoie) et Bardonnex (canton de Genève). (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
21. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-993 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières (ensemble une déclaration) (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
22. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-994 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
23. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-995 autorisant l'approbation de l'avenant n° 5 à la convention du 28 février 1952 entre la France et la Principauté de Monaco sur la sécurité sociale (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)

(1) Voir les tomes 88, 89 et 90 du *Recueil des lois de l'Assemblée nationale pour les travaux préparatoires*.

(2) Le titre de la loi est éventuellement suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

24. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-996 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Nicaragua sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
25. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-997 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement macédonien sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
26. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-998 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Guatemala sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
27. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-999 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Namibie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
28. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-1000 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Honduras sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
29. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-1001 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
30. 1<sup>er</sup> décembre 1999. – Loi n° 99-1002 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Colombie (*J.O.* du 2 décembre 1999) (Pj S.)
31. 9 décembre 1999. – Loi n° 99-1038 portant ratification des ordonnances n° 98-520 du 24 juin 1998, n° 98-521 du 24 juin 1998, n° 98-523 du 24 juin 1998, n° 98-526 du 24 juin 1998, n° 98-776 du 2 septembre 1998, n° 98-777 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer. (*J.O.* du 12 décembre 1999) (Pj A.N.) (3 adts)
32. 16 décembre 1999. – Loi n° 99-1071 portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes (*J.O.* du 22 décembre 1999) (Pj S.)
33. 28 décembre 1999. – Loi n° 99-1121 portant ratification des ordonnances n° 98-580 du 8 juillet 1998, n° 98-582 du 8 juillet 1998, n° 98-728 du 20 août 1998, n° 98-729 du 20 août 1998, n° 98-730 du 20 août 1998, n° 98-732 du 20 août 1998, n° 98-774 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (*J.O.* du 29 décembre 1999) (Pj A.N.) (5 adts)
34. 28 décembre 1999. – Loi n° 99-1122 portant ratification des ordonnances n° 98-524 du 24 juin 1998, n° 98-525 du 24 juin 1998, n° 98-581 du 8 juillet 1998 et n° 98-775 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer. (*J.O.* du 29 décembre 1999) (Pj A.N.) (4 adts)
35. 28 décembre 1999. – Loi n° 99-1123 portant ratification des ordonnances n° 98-522 du 24 juin 1998, n° 98-731 du 20 août 1998, n° 98-773 du 2 septembre 1998 prises en application de la loi n° 98-145 du 6 mars 1998 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer (*J.O.* du 29 décembre 1999) (Pj A.N.) (4 adts)
36. 28 décembre 1999. – Loi n° 99-1124 portant diverses mesures relatives à l'organisation d'activités physiques et sportives (*J.O.* du 29 décembre 1999) (Pn A.N.) (12 adts)
37. 28 décembre 1999. – Loi n° 99-1125 relative au régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle applicable aux assurés des professions agricoles et forestières (*J.O.* du 29 décembre 1999) (Pn S.)
38. 28 décembre 1999. – Loi n° 99-1126 modifiant le code général des collectivités territoriales et relative à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales (*J.O.* du 29 décembre 1999) (Pj A.N.) (6 adts)
39. 29 décembre 1999. – Loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 n° 99-1140. (*J.O.* du 30 décembre 1999) (Pj A.N.) (166 adts)
40. 29 décembre 1999. – Loi n° 99-1141 modifiant les conditions d'acquisition de la nationalité française par les militaires étrangers servant dans l'armée française. (*J.O.* du 30 décembre 1999) (Pn A.N.) (1 adt)
41. 30 décembre 1999. – Loi de finances pour 2000, n° 99-1172 (*J.O.* du 31 décembre 1999) (Pj A.N.) (423 adts)
42. 30 décembre 1999. – Loi de finances rectificative pour 1999, n° 99-1173 (*J.O.* du 31 décembre 1999) (Pj A.N.) (101 adts)
43. 30 décembre 1999. – Loi n° 99-1174 portant création de La Chaîne Parlementaire. (*J.O.* du 31 décembre 1999) (Pn A.N.)
44. 19 janvier 2000. – Loi n° 2000-37 relative à la réduction négociée du temps de travail. (*J.O.* du 20 janvier 2000) (Pj A.N.) (184 adts)
45. 27 janvier 2000. – Loi n° 2000-64 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif) (*J.O.* du 28 janvier 2000) (Pj S.)
46. 27 janvier 2000. – Loi n° 2000-65 autorisant l'adhésion de la République française à la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées approuvée par l'assemblée générale des Nations unies le 21 novembre 1947 (ensemble dix-sept annexes approuvées par les institutions spécialisées) (*J.O.* du 28 janvier 2000) (Pj S.)
47. 27 janvier 2000. – Loi n° 2000-66 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République italienne, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord portant création de l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) (ensemble quatre annexes) (*J.O.* du 28 janvier 2000) (Pj S.)
48. 27 janvier 2000. – Loi n° 2000-67 autorisant l'approbation du protocole visant à amender le paragraphe 2 de l'article X de la convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (*J.O.* du 28 janvier 2000) (Pj S.)
49. 10 février 2000. – Loi n° 2000-108 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité (*J.O.* du 11 février 2000) (Pj A.N.) (419 adts)
50. 16 février 2000. – Loi n° 2000-121 modifiant l'article 6 ter de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (*J.O.* du 17 février 2000) (Pn S.) (2 adts)
51. 16 février 2000. – Loi n° 2000-122 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Etat d'Israël, d'autre part (*J.O.* du 17 février 2000) (Pj A.N.)
52. 2 mars 2000. – Loi n° 2000-174 autorisant l'approbation de la convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs (*J.O.* du 3 mars 2000) (Pj S.)

53. 2 mars 2000. – Loi n° 2000-175 portant abrogation de l'article 78 de la loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993 quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (*J.O.* du 3 mars 2000) (Pn A.N.) (2 adts)
54. 3 mars 2000. – Loi n° 2000-179 autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières. (*J.O.* du 4 mars 2000) (Pj S.)
55. 3 mars 2000. – Loi n° 2000-180 autorisant la ratification de la convention sur la sécurité du personnel des Nations unies et du personnel associé (*J.O.* du 4 mars 2000) (Pj S.)
56. 3 mars 2000. – Loi n° 2000-181 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande (*J.O.* du 4 mars 2000) (Pj S.)
57. 3 mars 2000. – Loi n° 2000-182 autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République slovaque pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières (*J.O.* du 4 mars 2000) (Pj S.)
58. 3 mars 2000. – Loi n° 2000-183 autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud pour la prévention, la recherche, la constatation et la répression des infractions douanières. (*J.O.* du 4 mars 2000) (Pj S.)
59. 3 mars 2000. – Loi n° 2000-184 autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement français et le Gouvernement macédonien pour la prévention, la recherche, la constatation et la sanction des infractions douanières. (*J.O.* du 4 mars 2000) (Pj S.)
60. 3 mars 2000. – Loi n° 2000-185 autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République hongroise. (*J.O.* du 4 mars 2000) (Pj S.)
61. 6 mars 2000. – Loi n° 2000-196 instituant un Défenseur des enfants (*J.O.* du 7 mars 2000) (Pn A.N.) (30 adts)
62. 6 mars 2000. – Loi n° 2000-197 visant à renforcer le rôle de l'école dans la prévention et la détection des faits de mauvais traitements à enfants (*J.O.* du 7 mars 2000) (Pn A.N.) (1adt)
63. 7 mars 2000. – Loi n° 2000-203 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 10 mars 1964 entre la France et la Belgique tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus (*J.O.* du 8 mars 2000) (Pj S.)
64. 8 mars 2000. – Loi n° 2000-209 autorisant la ratification de la convention, établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, concernant la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale (*J.O.* du 9 mars 2000) (Pj S.)
65. 8 mars 2000. – Loi n° 2000-210 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et la Ligue des Etats arabes relatif à l'établissement, à Paris, d'un Bureau de la Ligue des Etats arabes et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (ensemble une annexe) (*J.O.* du 9 mars 2000) (Pj S.)
66. 8 mars 2000. – Loi n° 2000-211 autorisant la ratification du protocole, établi sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, relatif à l'interprétation, par la Cour de justice des Communautés européennes, de la convention concernant la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale. (*J.O.* du 9 mars 2000) (Pj S.)
67. 13 mars 2000. – Loi n° 2000-230 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique (*J.O.* du 14 mars 2000) (Pj S.)
68. 14 mars 2000. – Loi n° 2000-242 relative aux volontariats civils institués par l'article L. 111-2 du code du service national et à diverses mesures relatives à la réforme du service national (*J.O.* du 15 mars 2000) (Pj S.) (46 adts)
69. 30 mars 2000. – Loi n° 2000-282 autorisant la ratification de la convention portant statut de la Cour pénale internationale (*J.O.* du 31 mars 2000) (Pj A.N.)
70. 5 avril 2000. – Loi organique n° 2000-294 relative aux incompatibilités entre mandats électoraux (*J.O.* du 6 avril 2000) (Pj A.N.) (87 adts)
71. 5 avril 2000. – Loi n° 2000-295 relative à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice (*J.O.* du 6 avril 2000 et *J.O.* du 8 juillet 2000) (Pj A.N.) (131 adts)
72. 12 avril 2000. – Loi n° 2000-321 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (*J.O.* du 13 avril 2000) (Pj S.) (38 adts).
73. 12 avril 2000. – Loi n° 2000-322 relative à la validation législative d'un examen professionnel d'accès au grade de premier surveillant des services extérieurs de l'administration pénitentiaire (*J.O.* du 13 avril 2000) (Pn A.N.)
74. 14 avril 2000. – Loi n° 2000-328 autorisant l'approbation de la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (ensemble sept appendices) (*J.O.* du 15 avril 2000) (Pj S.)
75. 14 avril 2000. – Loi n° 2000-329 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Slovénie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) (*J.O.* du 15 avril 2000) (Pj S.)
76. 14 avril 2000. – Loi n° 2000-330 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kazakhstan sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un protocole) (*J.O.* du 15 avril 2000) (Pj S.)
77. 14 avril 2000. – Loi n° 2000-331 autorisant l'adhésion de la République française à la convention internationale contre la prise d'otages (*J.O.* du 15 avril 2000) (Pj S.)
78. 14 avril 2000. – Loi n° 2000-332 autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux premier et deuxième protocoles concernant son interprétation par la Cour de justice (*J.O.* du 15 avril 2000) (Pj S.)
79. 14 avril 2000. – Loi n° 2000-333 autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, avec les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, par la convention relative à l'adhésion de la République hellénique et par la convention relative à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise (*J.O.* du 15 avril 2000) (Pj S.)
80. 14 avril 2000. – Loi n° 2000-334 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (*J.O.* du 15 avril 2000) (Pj S.)



81. 14 avril 2000. – Loi n° 2000-335 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kazakhstan en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur la revenu et la fortune (ensemble un protocole) (*J.O.* du 15 avril 2000) (Pj S.)
82. 9 mai 2000. – Loi n° 2000-391 organisant une consultation de la population de Mayotte (*J.O.* du 10 mai 2000) (Pj S.)
83. 6 juin 2000. – Loi n° 2000-493 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives (*J.O.* du 7 juin 2000) (Pj A.N.) (58 adts)
84. 6 juin 2000. – Loi n° 2000-494 portant création d'une Commission nationale de déontologie de la sécurité (*J.O.* du 7 juin 2000) (Pj A.N.) (18 adts)
85. 15 juin 2000. – Loi n° 2000-516 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes (*J.O.* du 16 juin 2000 et *J.O.* du 8 juillet 2000) (Pj A.N.) (271 adts)
86. 15 juin 2000. – Loi n° 2000-517 portant habilitation du Gouvernement à adopter par ordonnance la valeur en euros de certains montants exprimés en francs dans les textes législatifs (*J.O.* du 16 juin 2000) (Pj A.N.) (3 adts)
87. 16 juin 2000. – Loi n° 2000-529 autorisant la ratification du protocole, établi sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de justice des Communautés européennes de la convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes (*J.O.* du 20 juin 2000) (Pj S.)
88. 16 juin 2000. – Loi n° 2000-530 autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, relatif au champ d'application du blanchiment de revenus dans la convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes et à l'inclusion du numéro d'immatriculation du moyen de transport dans la convention (*J.O.* du 20 juin 2000) (Pj S.)
89. 16 juin 2000. – Loi n° 2000-531 autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, relative à l'assistance mutuelle et à la coopération entre les administrations douanières (ensemble une annexe) (*J.O.* du 20 juin 2000) (Pj S.)
90. 16 juin 2000. – Loi n° 2000-532 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay (*J.O.* du 20 juin 2000) (Pj S.)
91. 16 juin 2000. – Loi n° 2000-533 autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay (*J.O.* du 20 juin 2000) (Pj S.)
92. 16 juin 2000. – Loi n° 2000-534 autorisant l'approbation de la convention du 15 juillet 1982 portant création de l'Organisation européenne de télécommunications par satellite (EUTELSAT) telle qu'elle résulte des amendements adoptés à Cardiff le 20 mai 1999 (*J.O.* du 20 juin 2000) (Pj S.)
93. 16 juin 2000. – Loi n° 2000-535 autorisant la ratification de l'accord relatif à l'application provisoire entre certains Etats membres de l'Union européenne de la convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes (*J.O.* du 20 juin 2000) (Pj S.)
94. 16 juin 2000. – Loi n° 2000-536 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la coopération transfrontalière en matière judiciaire, policière et douanière (ensemble une déclaration) (*J.O.* du 20 juin 2000) (Pj S.)
95. 16 juin 2000. – Loi n° 2000-537 autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes (*J.O.* du 20 juin 2000) (Pj S.)
96. 29 juin 2000. – Loi n° 2000-586 autorisant la ratification de la convention relative à la coopération en matière d'adoption d'enfants entre la République française et la République socialiste du Vietnam (*J.O.* du 30 juin 2000) (Pj A.N.)
97. 30 juin 2000. – Loi n° 2000-595 modifiant le code pénal et le code de procédure pénale et relative à la lutte contre la corruption (*J.O.* du 1<sup>er</sup> juillet 2000) (Pj S.) (27 adts)
98. 30 juin 2000. – Loi n° 2000-596 relative à la prestation compensatoire en matière de divorce (*J.O.* du 1<sup>er</sup> juillet 2000 et *J.O.* du 27 juillet 2000) (Pn S.) (28 adts)
99. 30 juin 2000. – Loi n° 2000-597 relative au référé devant les juridictions administratives (*J.O.* du 1<sup>er</sup> juillet 2000) (Pj S.) (24 adts)
100. 4 juillet 2000. – Loi organique n° 2000-612 tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis et Futuna. (*J.O.* du 5 juillet 2000) (Pj A.N.) (7 adts)
101. 5 juillet 2000. – Loi n° 2000-614 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage. (*J.O.* du 6 juillet 2000) (Pj A.N.) (67 adts)
102. 6 juillet 2000. – Loi n° 2000-627 modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives. (*J.O.* du 8 juillet 2000) (Pj A.N.) (170 adts)
103. 7 juillet 2000. – Loi n° 2000-628 relative à la prolongation du mandat et à la date de renouvellement des conseils d'administration des services d'incendie et de secours ainsi qu'au reclassement et à la cessation anticipée d'activité des sapeurs-pompiers professionnels. (*J.O.* du 8 juillet 2000) (Pn A.N.) (2 adts)
104. 7 juillet 2000. – Loi n° 2000-629 interdisant les candidatures multiples aux élections cantonales. (*J.O.* du 8 juillet 2000) (Pn S.) (3 adts)
105. 10 juillet 2000. – Loi n° 2000-641 relative à l'élection des sénateurs. (*J.O.* du 11 juillet 2000) (Pj S.) (60 adts)
106. 10 juillet 2000. – Loi n° 2000-642 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (*J.O.* du 11 juillet 2000) (Pj S.) (65 adts)
107. 10 juillet 2000. – Loi n° 2000-643 relative à la protection des trésors nationaux et modifiant la loi n° 92-1477 du 31 décembre 1992 relative aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane. (*J.O.* du 11 juillet 2000) (Pn S.) (29 adts)
108. 10 juillet 2000. – Loi n° 2000-644 instaurant une journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux « Justes » de France (*J.O.* du 11 juillet 2000) (Pn A.N.)
109. 10 juillet 2000. – Loi n° 2000-645 autorisant l'approbation du protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (ensemble deux annexes). (*J.O.* du 11 juillet 2000) (Pj A.N.)
110. 10 juillet 2000. – Loi n° 2000-646 relative à la sécurité du dépôt et de la collecte de fonds par les entreprises privées. (*J.O.* du 11 juillet 2000) (Pj A.N.) (2 adts)
111. 10 juillet 2000. – Loi n° 2000-647 tendant à préciser la définition des délits non intentionnels (*J.O.* du 11 juillet 2000) (Pn S.) (12 adts)
112. 13 juillet 2000. – Loi de finances rectificative pour 2000, n° 2000-656 (*J.O.* du 14 juillet 2000) (Pj A.N.) (84 adts)
113. 26 juillet 2000. – Loi n° 2000-698 relative à la chasse (*J.O.* du 27 juillet 2000) (Pj A.N.) (203 adts)
114. 1<sup>er</sup> août 2000. – Loi n° 2000-719 modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (*J.O.* du 2 août 2000) (Pj A.N.) (491 adts)

# Annexe VII

## Commissions mixtes paritaires

Texte	Date de nomination	Discussion du rapport Première assemblée saisie	Suite de la procédure
<b>Modernisation et développement du service public de l'électricité</b> Pj A.N. n° 1253 <i>Urgence</i> Après 1 <sup>re</sup> lecture	28 octobre 1999	Echec C.M.P.	1 <sup>er</sup> février 2000 <b>Adoption en lecture définitive</b>
<b>Organisation des activités physiques et sportives</b> Pn A.N. n° 1612 <i>Urgence</i> Après 1 <sup>re</sup> lecture	18 novembre 1999	7 décembre 1999 Assemblée nationale	15 décembre 1999 <b>Adoption conforme au Sénat</b>
<b>Limitation de cumul des mandats électoraux et fonctions électives</b> Pj A.N. n° 828 Après 2 <sup>e</sup> lecture	30 novembre 1999	Echec C.M.P.	8 mars 2000 <b>Adoption en lecture définitive</b>
<b>Réduction négociée du temps de travail</b> Pj A.N. n° 1786 rect. <i>Urgence</i> Après 1 <sup>re</sup> lecture	8 novembre 1999	Echec C.M.P.	15 décembre 1999 <b>Adoption en lecture définitive</b>
<b>Financement de la sécurité sociale pour 2000</b> Pj A.N. n° 1835 Après 1 <sup>re</sup> lecture	19 novembre 1999	Echec C.M.P.	2 décembre 1999 <b>Adoption en lecture définitive</b>
<b>Droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations</b> Pj. S. n° 1461 Après 2 <sup>e</sup> lecture	21 décembre 1999	Echec C.M.P.	30 mars 2000 <b>Adoption en lecture définitive</b> (2 amendements)
<b>Prise en compte du recensement de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'Etat aux collectivités locales</b> Pj A.N. n° 1809 <i>Urgence</i> Après 1 <sup>re</sup> lecture	13 décembre 1999	15 décembre 1999 Assemblée nationale (1 amendement)	21 décembre 1999 <b>Adoption conforme au Sénat</b>
<b>Projet de loi de finances pour 2000</b> Pj A.N. n° 1805 Après 1 <sup>re</sup> lecture	15 décembre 1999	Echec C.M.P.	21 décembre 1999 <b>Adoption en lecture définitive</b>
<b>Loi de finances rectificative pour 1999</b> Pj A.N. n° 1952 Après 1 <sup>re</sup> lecture	15 décembre 1999	Echec C.M.P.	22 décembre 1999 <b>Adoption en lecture définitive</b>
<b>Egalité d'accès aux mandats électoraux des femmes et des hommes</b> Pj A.N. n° 2012 <i>Urgence</i> Après 1 <sup>re</sup> lecture	8 mars 2000	Echec C.M.P.	3 mai 2000 <b>Adoption en lecture définitive</b>
<b>Activités physiques et sportives</b> Pj A.N. n° 2821 <i>Urgence</i> Après 1 <sup>re</sup> lecture	9 mars 2000	Echec C.M.P.	22 juin 2000 <b>Adoption en lecture définitive</b>

Texte	Date de nomination	Discussion du rapport Première assemblée saisie	Suite de la procédure
<b>Lutte contre la corruption</b> Pj S. n° 1919 Après 2 <sup>e</sup> lecture	8 mars 2000	4 avril 2000 Sénat	20 juin 2000 <b>Adoption conforme à l'Assemblée nationale</b>
<b>Accueil et habitat des gens du voyage</b> Pj A.N. n° 1598 Après 2 <sup>e</sup> lecture	26 avril 2000	Echec C.M.P.	22 juin 2000 <b>Adoption en lecture définitive</b>
<b>Protection de la présomption d'innocence et des droits des victimes</b> Pj A.N. n° 1079 Après 2 <sup>e</sup> lecture	26 avril 2000	24 mai 2000 Assemblée nationale (7 amendements)	30 mai 2000 <b>Adoption conforme au Sénat</b>
<b>Enchères publiques</b> Pj S. n° 1692 Après 2 <sup>e</sup> lecture	26 avril 2000	23 mai 2000 Assemblée nationale	27 juin 2000 <b>Adoption conforme au Sénat</b>
<b>Election des sénateurs</b> Pj S. n° 1742 Après 2 <sup>e</sup> lecture	26 avril 2000	Echec C.M.P.	21 juin 2000 <b>Adoption en lecture définitive</b>
<b>Référé devant les juridictions administratives</b> Pj S. n° 1682 Après 2 <sup>e</sup> lecture	10 mai 2000	21 juin 2000 Sénat	22 juin 2000 <b>Adoption conforme A l'Assemblée nationale</b>
<b>Egal accès des femmes et des hommes aux mandats électorales dans les TOM</b> Pj org. A.N. n° 2013 Après 2 <sup>e</sup> lecture	27 avril 2000	Echec C.M.P.	21 juin 2000 <b>Adoption en lecture définitive</b>
<b>Solidarité et renouvellement urbains</b> Pj A.N. n° 2131 <i>Urgence</i> Après 1 <sup>re</sup> lecture	23 mai 2000	Echec C.M.P.	Texte en instance au Sénat, en nouvelle lecture, au 30 septembre 2000
<b>Chasse</b> Pj A.N. n° 2182 <i>Urgence</i> Après 1 <sup>re</sup> lecture	26 mai 2000	Echec C.M.P.	28 juin 2000 <b>Adoption en lecture définitive</b> (7 amendements)
<b>Prestation compensatoire en matière de divorce</b> Pn S. n° 735 Après 2 <sup>e</sup> lecture	30 mai 2000	20 juin 2000 Assemblée nationale	21 juin 2000 <b>Adoption conforme au Sénat</b>
<b>Liberté de communication</b> Pj A.N. n° 1187 Après 2 <sup>e</sup> lecture	6 juin 2000	Echec C.M.P.	28 juin 2000 <b>Adoption en lecture définitive</b>
<b>Loi de finances rectificative pour 2000</b> Pj A.N. n° 2335 Après 1 <sup>re</sup> lecture	8 juin 2000	Echec C.M.P.	28 juin 2000 <b>Adoption en lecture définitive</b>

# Annexe VIII

## Liste chronologique des scrutins

### 1. Scrutin public à la tribune

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
251	21.06	L'ensemble du projet de loi organique tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du Congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'Assemblée de la Polynésie française et de l'Assemblée territoriale des îles Wallis et Futuna (lecture définitive).	339	2	39

### 2. Scrutins publics ordinaires

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
176	05.10	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Rossi au projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail.	119	211	0
177	05.10	La question préalable opposée par M. Douste-Blazy au projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail.	120	196	0
178	06.10	La motion de renvoi en commission, présentée par M. Debré, du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail.	16	118	0
179	07.10	Le sous-amendement n° 1046 de M. Gremetz à l'amendement n° 164 rectifié de la commission des affaires culturelles à l'article premier du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail (nécessité pour l'employeur, avant tout plan social, de conclure un accord sur la réduction du temps de travail).	6	48	0
180	12.10	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Rossi à la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité (lecture définitive).	113	220	0
181	12.10	L'amendement n° 211 de M. Gremetz à l'article 2 du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail (autorisation du paiement des heures supplémentaires).	58	75	2
182	12.10	L'amendement n° 528 de M. Accoyer à l'article 2 du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail (possibilité pour les salariés modestes de choisir entre repos compensateur et majoration financière pour la rémunération des heures supplémentaires).	48	92	1
183	12.10	Les amendements n° 707 de M. Sarre et n° 1022 de M. Cochet à l'article 2 du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail (renchérissement immédiat des heures supplémentaires).	13	74	0

TABLE CHRONOLOGIQUE DES SCRUTINS

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
184 (*)	13.10	L'ensemble de la proposition de loi relative au pacte civil de solidarité (lecture définitive).	315	249	4
185	13.10	Les amendements n° 219 de M. Gremetz et n° 1002 de M. Cochet à l'article 2 du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail (fixation par la loi du contingent d'heures supplémentaires).	5	42	0
186	13.10	L'amendement n° 461 de la commission des affaires culturelles après l'article 2 du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail (durée hebdomadaire maximale du travail sur douze semaines consécutives).	45	28	2
187	13.10	L'amendement n° 313 corrigé de M. Gremetz après l'article 4 du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail (respect du repos dominical).	11	60	0
188	13.10	L'article 3 du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail (modulation de la durée de travail sur l'année).	43	14	7
189	14.10	L'article 5 du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail (réglementation du temps de travail appliquée aux cadres et aux itinérants).	28	14	0
190	15.10	L'amendement n° 269 de M. Gremetz à l'article 15 du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail (contrôle des motifs du licenciement par le juge, en cas de refus par un salarié d'une réduction du temps de travail).	15	16	3
191	15.10	L'article 15 du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail (effets de la réduction du temps de travail sur le contrat de travail).	22	6	10
192 (*)	19.10	L'ensemble du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail.	315	255	2
193	21.10	Le sous-amendement n° 551 de M. Gantier à l'amendement n° 163 de M. Nicolin après l'article 4 du projet de loi de finances pour 2000 (taux de TVA de 5,5 % appliqué à la restauration collective et sociale).	23	47	4
194	21.10	L'amendement n° 163 de M. Nicolin après l'article 4 du projet de loi de finances pour 2000 (taux de TVA de 14 % appliqué à l'ensemble du secteur de la restauration).	24	51	4
195	22.10	L'amendement n° 165 de M. d'Aubert après l'article 4 du projet de loi de finances pour 2000 (application du taux réduit de TVA aux prestations sportives).	6	24	0
196	22.10	L'amendement n° 137 rectifié de M. Cochet après l'article 24 du projet de loi de finances pour 2000 (Institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs dite "taxe Tobin").	11	31	13
197 (*)	26.10	L'ensemble de la première partie du projet de loi de finances pour 2000 (vote unique).	311	251	0
198	26.10	L'exception d'irrecevabilité opposée par MM. Douste-Blazy et Rossi au projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000.	50	135	0
199	26.10	La question préalable opposée par M. Debré au projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000.	37	111	0
200	27.10	La motion de renvoi en commission, présentée par M. Rossi, du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000.	40	116	0
201	27.10	Le sous-amendement n° 407 de M. Accoyer à l'amendement n° 1 de la commission des finances avant l'article 2 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (conditions de suppression des fonds de pension).	28	87	0
202	27.10	L'amendement n° 73 repris par M. de Courson avant l'article 2 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (suppression des fonds de pension).	4	111	0

(\*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

TABLE CHRONOLOGIQUE DES SCRUTINS

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
203	28.10	L'article 2 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (création du fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale).	52	33	0
204	28.10	L'article 3 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (institution d'une contribution sociale sur les bénéfices des sociétés).	55	21	0
205	28.10	L'amendement n° 570 de M. Debré à l'article 4 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (exclusion des produits à usage agricole de la TGAP).	14	41	0
206	28.10	Les amendements n° 569 de M. Rossi et n° 695 de M. Accoyer à l'article 4 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (TGAP sur les préparations pour lessive et produits antiparasitaires destinés à l'exportation).	13	45	2
207	28.10	L'amendement n° 641 de Mme Bricq repris par M. Accoyer à l'article 4 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (perception de la TGAP pour les préparations de lessive sur les trois derniers trimestres de l'année).	17	36	0
208	28.10	L'article 4 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (extension de la taxe générale sur les activités polluantes).	35	17	0
209	29.10	L'article 10 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (abondement du fonds de réserve pour les régimes d'assurance vieillesse).	30	19	2
210	29.10	L'article 16 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (statut et missions des centres de santé).	37	20	0
211	29.10	L'article 17 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (régulation des soins de ville par la caisse nationale d'assurance maladie).	25	16	4
212 (*)	02.11	L'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000.	280	246	31
213	03.11	L'amendement n° 45 de la commission des affaires culturelles après l'article 65 du projet de loi de finances pour 2000 (création d'une commission chargée de suivre la consommation des crédits du secrétariat d'Etat aux anciens combattants).	12	67	3
214	03.11	L'amendement n° 96 du Gouvernement après l'article 66 du projet de loi de finances pour 2000 (revalorisation des pensions versées aux grands invalides).	80	0	0
215 (*)	23.11	L'ensemble du projet de loi de finances pour 2000.	302	256	0
216 (*)	30.11	L'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 (nouvelle lecture).	272	235	31
217	01.12	Le sous-amendement n° 78 de M. Gremetz à l'amendement n° 5 de la commission des affaires culturelles à l'article premier du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail (nouvelle lecture) (nécessité, avant tout plan social, de conclure un accord de réduction du temps de travail et non pas seulement d'avoir engagé des négociations).	9	48	0
218	02.12	Le sous-amendement n° 125 de M. Accoyer à l'amendement n° 11 rectifié de la commission des affaires culturelles à l'article 2 du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail (nouvelle lecture) (régime des heures supplémentaires).	9	23	0
219	02.12	Le sous-amendement n° 83 de M. Gremetz à l'amendement n° 14 de la commission des affaires culturelles à l'article 3 du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail (nouvelle lecture) (accords de branche dérogatoires).	7	30	0

(\*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

## TABLE CHRONOLOGIQUE DES SCRUTINS

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
220	02.12	L'amendement n° 84 de M. Gremetz après l'article 4 du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail (nouvelle lecture) (repos compensateur pour le travail le dimanche dans les établissements de vente de denrées alimentaires).	11	26	2
221	02.12	Le sous-amendement n° 255 de M. Desallangre à l'amendement n° 37 de la commission des affaires culturelles à l'article 15 du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail (nouvelle lecture) (possibilité pour les représentants des salariés de contester devant le juge les motifs du licenciement économique).	7	25	0
222	02.12	L'amendement n° 94 de M. Gremetz à l'article 15 du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail (nouvelle lecture) (possibilité pour les représentants des salariés de saisir le juge en cas de désaccord sur le motif du licenciement économique).	7	23	0
223 (*)	07.12	L'ensemble du projet de loi relatif à la réduction négociée du temps de travail (nouvelle lecture).	306	248	1
224	14.12	Le passage à la discussion des articles de la proposition de loi relative à la création d'une prestation parentale d'assistance.	66	76	2
225	25.01	Le passage à la discussion des articles de la proposition de loi relative au régime juridique des licenciements pour motif économique.	70	116	3
226	22.02	La motion de renvoi en commission, présentée par M. Hascoët, de la proposition de loi portant diverses mesures d'urgence relatives à la chasse.	157	152	26
227 (*)	21.03	L'ensemble du projet de loi relatif à la solidarité et au renouvellement urbains.	303	218	25
228	29.03	L'amendement n° 151 de M. de Courson à l'article 2 du projet de loi relatif à la chasse (composition de l'Office national de la chasse).	76	106	0
229	29.03	L'amendement n° 73 rectifié de la commission de la production à l'article 3 du projet de loi relatif à la chasse (budget des fédérations départementales des chasseurs).	87	69	3
230	29.03	L'amendement n° 186 corrigé de M. Sicre, repris par MM. Gremetz, de Courson et Jacob à l'article 10 du projet de loi relatif à la chasse (périodes d'exercice de la chasse aux oiseaux migrateurs).	46	61	1
231	29.03	Le sous-amendement n° 191 de M. de Courson à l'amendement n° 105 rectifié de la commission de la production à l'article 12 du projet de loi relatif à la chasse (postes fixes de chasse de nuit du gibier d'eau).	26	42	0
232	29.03	Le sous-amendement n° 197 de M. de Courson à l'amendement n° 105 rectifié de la commission de la production à l'article 12 du projet de loi relatif à la chasse (extension au département de la Haute-Garonne du droit de chasser le gibier d'eau à partir de postes fixes).	20	39	0
233	29.03	Le sous-amendement n° 198 de M. de Courson à l'amendement n° 105 rectifié de la commission de la production à l'article 12 du projet de loi relatif à la chasse (extension au département de l'Ille-et-Vilaine du droit de chasser le gibier d'eau la nuit à partir de postes fixes de chasse).	17	37	0
234	30.03	L'amendement n° 3 corrigé de M. Méhaignerie à l'article 13 <i>ter</i> du projet de loi relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (lecture définitive) (réunion du conseil régional pour examiner les mémoires déposés par les contribuables exerçant des actions appartenant à la région).	32	34	0
235 (*)	04.04	L'ensemble du projet de loi relatif à la chasse.	275	252	36
236	02.05	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Rossi à la proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidents étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales.	146	176	1

(\*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

TABLE CHRONOLOGIQUE DES SCRUTINS

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
237	02.05	La question préalable opposée par M. Debré à la proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 3 et à supprimer l'article 88-3 de la Constitution et relative au droit de vote et à l'éligibilité des résidents étrangers pour les élections aux conseils des collectivités territoriales.	144	176	1
238 (*)	02.05	L'ensemble du projet de loi relatif aux nouvelles régulations économiques.	257	251	45
239	04.05	L'amendement n° 45 du gouvernement tendant à supprimer l'article 19 bis du projet de loi modifiant la loi 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (nouvelle lecture) (diminution du taux de la TVA appliqué à l'utilisation des installations sportives).	21	7	0
240	18.05	L'amendement n° 78 de M. Gremetz après l'article 15 du projet de loi de finances rectificative pour 2000 (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs dite "taxe Tobin").	6	34	0
241	30.05	Le passage à la discussion des articles de la proposition de loi tendant à protéger le patrimoine des artisans et commerçants.	99	172	0
242	30.05	Le passage à la discussion de l'article unique de la proposition de loi portant organisation juridique de la coopération professionnelle entre époux.	96	171	0
243	13.06	L'exception d'irrecevabilité opposée par M. Douste-Blazy au projet de loi relatif à la chasse (nouvelle lecture).	81	171	0
244	13.06	L'amendement n° 164 rectifié du Gouvernement à l'article premier bis du projet de loi relatif à la chasse (nouvelle lecture) (études préalables aux réintroductions d'espèces de prédateurs menacées d'extinction).	141	2	0
245	13.06	Le sous-amendement n° 159 de MM. Leyzour et Liberti à l'amendement n° 48 de la commission de la production à l'article 10 du projet de loi relatif à la chasse (nouvelle lecture) (dérogations portant sur des périodes de chasse aux oiseaux migrateurs comprises entre la mi-juillet et la fin février).	66	148	6
246	13.06	Le sous-amendement n° 160 de MM. Leyzour et Liberti à l'amendement n° 48 de la commission de la production à l'article 10 du projet de loi relatif à la chasse (nouvelle lecture) (principe d'une journée hebdomadaire de non-chasse aux oiseaux migrateurs).	77	143	3
247	13.06	L'amendement n° 48 de la commission de la production à l'article 10 du projet de loi relatif à la chasse (nouvelle lecture) (périodes d'exercice de la chasse aux oiseaux migrateurs).	149	73	4
248	13.06	L'ensemble du projet de loi relatif à la chasse (nouvelle lecture).	130	44	5
249	15.06	L'amendement n° 4 de la commission des affaires culturelles tendant à supprimer l'article premier C nouveau du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (nouvelle lecture) (dégrouper de la boucle locale).	13	10	0
250(*)	20.06	L'ensemble du projet de loi constitutionnelle relatif à la durée du mandat du Président de la République.	466	28	9
252	22.06	L'article unique de la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conditions de sécurité sanitaire liées aux différentes "pratiques non réglementées de modifications corporelles" (piercing, tatouage, scarification, implants divers de corps étrangers).	14	28	0
253	28.06	L'amendement n° 3 de M. de Courson à l'article 3 du projet de loi relatif à la chasse (lecture définitive) (statut et missions des fédérations départementales de chasseurs).	241	271	1

(\*) Scrutin décidé en Conférence des présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.



## TABLE CHRONOLOGIQUE DES SCRUTINS

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
254	28.06	L'amendement n° 5 de M. de Courson à l'article 10 du projet de loi relatif à la chasse (lecture définitive) (calendrier de la chasse aux oiseaux migrateurs).	239	273	0
255 (*)	28.06	L'ensemble du projet de loi relatif à la chasse (lecture définitive).	269	255	36

### 3. Scrutins secrets

Election du Président de l'Assemblée nationale (Première Séance du mercredi 29 mars 2000).

# Annexe IX

## Décisions du Conseil constitutionnel

### A. – Conformité à la Constitution des lois organiques et des règlements des Assemblées parlementaires (Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel (L.D.)	Décision
Loi organique relative à l'inéligibilité du Médiateur des enfants	Premier ministre 16.11.99	99-420 DC du 16.11.99	22.12.99	Non conforme
Loi organique relative aux incompatibilités entre mandats électoraux	Président du Sénat 09.03.00	2000-427 DC du 30.03.00	06.04.00	Conforme
Loi organique tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis et Futuna	Premier ministre 22.06.00	2000-430 DC du 29.06.00	29.06.00	Conforme

## B. – Conformité à la Constitution des lois ordinaires (Application de l'article 61, alinéa 2 de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel (L.D.)	Décision
Pacte civil de solidarité	Plus de 60 députés 13.10.99 Plus de 60 sénateurs 14.10.99	99-419 DC du 09.11.99	16.11.99	Conforme
Loi portant habilitation du Gouvernement à procéder, par ordonnances, à l'adoption de la partie législative de certains codes	Plus de 60 députés 24.11.99	99-421 DC du 09.11.99	22.11.99	Conforme
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2000	Plus de 60 députés 03.12.99 Plus de 60 sénateurs 09.12.99	99-422 DC du 21.12.99	30.12.99	Partiellement contraire
Loi de finances pour 2000	Plus de 60 députés 21.12.99 Plus de 60 sénateurs 22.12.99	99-424 DC du 29.12.99	31.12.99	Partiellement contraire
Loi de finances rectificative pour 1999	Plus de 60 députés 24.12.99 Plus de 60 sénateurs 23.12.99	99-425 DC du 29.12.99	31.12.99	Conforme
Loi relative à la réduction négociée du temps de travail	Plus de 60 députés 15.12.99 Plus de 60 sénateurs 17.12.99	99-423 DC du 13.01.00	20.01.00	Partiellement contraire
Loi relative à la limitation du cumul des mandats électoraux et des fonctions et à leurs conditions d'exercice	Plus de 60 députés 09.03.00 Plus de 60 sénateurs 14.03.00	2000-426 DC du 30.03.00	06.04.00	Partiellement contraire
Loi organisant une consultation de la population de Mayotte	Plus de 60 députés 06.04.00	2000-428 DC du 04.05.00	10.05.00	Partiellement contraire
Loi tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives	Plus de 60 sénateurs 05.05.00	2000-429 DC du 30.05.00	07.06.00	Partiellement contraire
Loi relative à l'élection des sénateurs	Plus de 60 sénateurs 26.06.00	2000-431 DC du 06.07.00	11.07.00	Partiellement contraire
Loi de finances rectificative pour 2000	Plus de 60 sénateurs 29.06.00	2000-432 DC du 12.07.00	14.07.00	Conforme
Loi relative à la chasse	Plus de 60 députés 05.07.00	2000-434 DC du 20.07.00	27.07.00	Partiellement contraire
Loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication	Plus de 60 députés 30.06.00	2000-433 DC du 27.07.00	02.08.00	Partiellement contraire avec réserves

**C. – Caractère législatif ou réglementaire des textes de forme législative** (Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel (L.D.)	Décision
Nature juridique de dispositions de l'article 3 de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 modifiée relative au Conseil supérieur des Français de l'étranger	Premier ministre 27.09.99	99-187 L du 06.10.99	09.10.99	Domaine réglementaire
Déclassement de certaines dispositions de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 modifiée d'orientation de l'enseignement supérieur	Premier ministre 08.03.00	2000-188 L du 30.03.00	02.04.00	Domaine réglementaire

# Annexe X

## Déclarations du Gouvernement

### Avec débat :

Date	Objet	Ministre
26 octobre 1999	Déclaration du Gouvernement sur la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle	M. François Huwart (secrétaire d'Etat au commerce extérieur) et M. Pierre Moscovici (ministre délégué chargé des affaires européennes)
3 février 2000	Déclaration du Gouvernement sur les conséquences et les suites des intempéries et de la marée noire qui sont intervenues fin décembre 1999	M. Lionel Jospin (Premier ministre)
9 mai 2000	Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la Présidence française de l'Union européenne	M. Lionel Jospin (Premier ministre) et M. Pierre Moscovici (ministre délégué chargé des affaires européennes)
16 mai 2000	Débat d'orientation budgétaire	M. Laurent Fabius (ministre de l'économie, des finances et de l'industrie)

# Annexe XI

## Répartition des réponses ministérielles aux questions orales et écrites

### Annexe XI-1. – Répartition des réponses ministérielles aux questions orales

Ministres	Réponses aux questions	
	Questions au Gouvernement	Questions orales sans débat <sup>(1)</sup>
Premier ministre : L. JOSPIN .....	33	0
Affaires étrangères : H. VEDRINE.....	45	0
Affaires européennes : P. MOSCOVICI.....	6	0
Agriculture et pêche : J. GLAVANY.....	38	19
Aménagement du territoire et environnement : D. VOYNET.....	34	13
Anciens combattants : J.P. MASSERET.....	3	4
Budget : C. SAUTTER <sup>(2)</sup> , puis F. PARLY <sup>(3)</sup> .....	23	4
Commerce extérieur : F. HUWART.....	7	0
Coopération : C. JOSSELIN.....	9	0
Culture et communication : C. TRAUTMANN, puis C. TASCA <sup>(4)</sup> .....	10	6
Défense : A. RICHARD.....	14	13
Droits des femmes et formation professionnelle : N. PERY.....	4	1
Economie : D. STRAUSS-KAHN, puis C. SAUTTER <sup>(2)</sup> , puis L. FABIUS <sup>(4)</sup> .....	81	15
Economie solidaire : G. HASCOËT <sup>(4)</sup> .....	4	0
Education nationale : J. LANG <sup>(4)</sup> .....	7	10
Education nationale et recherche : C. ALLEGRE <sup>(5)</sup> .....	30	13
Emploi et solidarité : M. AUBRY.....	110	42
Enseignement professionnel : J.L. MELENCHON <sup>(4)</sup> .....	6	0
Enseignement scolaire : S. ROYAL <sup>(4)</sup> .....	13	3
Equipement et transports : J.C. GAYSSOT.....	34	37
Famille et enfance : S. ROYAL <sup>(4)</sup> .....	6	0
Fonction publique et réforme de l'Etat: E. ZUCCARELLI, puis M. SAPIN <sup>(4)</sup> .....	10	4
Industrie : C. PIERRET.....	40	12
Intérieur : J.P. CHEVENEMENT.....	52	22
Jeunesse et sports : M.G. BUFFET.....	11	0
Justice : E. GUIGOU.....	44	6
Logement : L. BESSON.....	4	0
Outre-mer : J.J. QUEYRANNE.....	7	2
Patrimoine et décentralisation culturelle : M. DUFFOUR <sup>(4)</sup> .....	1	0
PME, commerce et artisanat : M. LEBRANCHU <sup>(5)</sup> .....	14	3
PME, commerce, artisanat et consommation : M. LEBRANCHU <sup>(4)</sup> .....	0	2
Recherche : R.G. SCHWARTZENBERG <sup>(4)</sup> .....	1	1
Relations avec le Parlement : D. VAILLANT.....	8	0
Santé : D. GILLOT <sup>(5)</sup> .....	28	14
Santé et handicapés : D. GILLOT <sup>(4)</sup> .....	9	7
Tourisme : M. DEMESSINE.....	3	0
Ville : C. BARTOLONE.....	13	1
<b>Total</b> .....	<b>762</b>	<b>254</b>

(1) Décompte effectué sur la base des ministres interrogés et non sur celle des membres du Gouvernement ayant répondu en séance publique.

(2) Démission de M. D. Strauss-Kahn le 2/11/1999, remplacé par M. Sautter.

(3) Mme F. PARLY a été nommée secrétaire d'Etat au Budget le 3/01/2000.

(4) Remaniement ministériel du 28/03/2000.

(5) Ministères ayant disparu de la structure gouvernementale suite au remaniement ministériel du 28/03/2000.

## Annexe XI-2. – Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Départements ministériels	Nombre de réponses
Premier ministre .....	116
Affaires étrangères .....	371
Affaires européennes .....	66
Agriculture et pêche .....	795
Aménagement du territoire et environnement.....	380
Anciens combattants .....	613
Budget.....	76
Commerce extérieur.....	8
Coopération.....	37
Culture et communication .....	255
Défense .....	386
Droits des femmes et formation professionnelle.....	68
Economie .....	2 285
Economie solidaire.....	2
Education nationale .....	1 501
Emploi et solidarité .....	2 456
Enseignement professionnel.....	13
Equipement et transports .....	513
Famille et enfance.....	12
Fonction publique et réforme de l'Etat .....	461
Industrie.....	315
Intérieur .....	783
Jeunesse et sports .....	199
Justice.....	618
Logement .....	198
Outre-mer .....	40
Patrimoine.....	3
PME, commerce, artisanat et consommation .....	391
Recherche .....	15
Relations avec le Parlement .....	16
Santé et handicapés .....	739
Tourisme .....	34
Ville .....	14
<b>Total .....</b>	<b>13 779</b>

